

## 2 Politique

# Ouverture des travaux du Comité ad hoc paritaire chargé de préparer le dialogue politique Poser les jalons du dialogue national inclusif et sans tabou

J.K.M

Libreville/Gabon

**Les assises qui se sont ouvertes, hier, sous la présidence du Premier ministre doivent définir le modus operandi du conclave prôné par le chef de l'État.**

LE Premier ministre, Emmanuel Issoze Ngondet, a présidé, hier au Radisson Blu, la cérémonie d'ouverture des travaux du Comité ad hoc paritaire chargé de préparer l'organisation du dialogue politique prôné par le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba. Prévues pour s'achever le 20 février prochain, ces assises doivent permettre aux participants de poser les jalons du dialogue national inclusif et sans tabou censé se tenir dans les jours à venir. De fait, ils doivent élaborer de manière consensuelle, à défaut par votes, le modus operandi du prochain dialogue national en définissant sa forme, sa durée, son contenu, etc.

Cette phase est d'autant importante que, a fait remarquer le chef du gouvernement, dans le cadre des

consultations qu'il a initiées du 14 novembre au 31 décembre dernier, ses interlocuteurs, tous animés par la volonté de parvenir à une décrispation du climat politique, ont émis certains préalables à la tenue de ce conclave tout en avançant des propositions quant à son contenu. Notamment, s'agissant du premier point, la résolution des problèmes sociaux, la libération des prisonniers politiques, la mise en place d'une Commission chargée de l'indemnisation des victimes des événements du 31 août dernier. Autant de préoccupations auxquelles, a indiqué Emmanuel Issoze Ngondet, son gouvernement a répondu favorablement en mettant notamment sur pied une Commission ad hoc et un Comité technique dédiés aux victimes des événements post-électorales. De même, a-t-il laissé entendre, sur les 800 personnes appréhendées au lendemain de la proclamation officielle des résultats électoraux, seules deux sont actuellement incarcérées et sont sous le coup des poursuites judiciaires. Les revendications des syndicats ont été également



Le Premier ministre, Emmanuel Issoze Ngondet (c), présidant l'ouverture des travaux.

Photo : W Ilfried Mbinah

prises en compte, dans le cadre des négociations sectorielles menées par chaque membre du gouvernement sur fond de contrainte budgétaire.

S'agissant des contours du dialogue, certains, a fait savoir le chef du gouvernement, ont suggéré qu'ils soient limités uniquement aux politiques alors que d'autres ont voulu qu'ils soient élargis aux autres acteurs de la société civile. Des divergences également apparues au niveau des thématiques. En ce sens que, selon lui, la majorité a souhaité que les problématiques essentiellement po-

litiques soient abordées, pendant que l'opposition militait aussi pour l'examen des thématiques culturelles, économiques, sociales.

**RESPONSABILITE** • De même, a poursuivi le chef du gouvernement, certains de ses interlocuteurs ont planché pour un dialogue "gabono gabonais" présidé par une personne consensuelle, alors que d'autres ont défendu l'idée d'un conclave placé sous l'égide de la communauté internationale. Étant entendu que, selon eux, ces assises doivent se tenir au Gabon pour

une durée raisonnable possible de deux semaines et un mois au plus.

C'est dire la tâche des participants d'autant que, a fait valoir le chef du gouvernement, l'intérêt du dialogue voulu par le chef de l'État réside dans la volonté du numéro un gabonais de permettre à l'ensemble de la classe politique nationale de débattre, en toute liberté et responsabilité des questions touchant au fonctionnement de nos institutions, de manière à rassurer le climat politique, à réconcilier la classe politique, le peuple gabonais avec ses politiques et les

institutions.

Il incombe désormais au bureau des travaux (Président : Premier ministre. 1er vice-président majorité : Faustin Boukoubi. 2e vice-président majorité : Jean-Boniface Assélé. 1er vice-président opposition : René Ndemezo'Obiang. 2e vice-président opposition : Pierre-Claver Maganga Moussavou. Rapporteur général : Ali Akbar Onanga Y'Obegue. Rapporteurs généraux adjoints majorité : Léontine Mebale, Eric Dodo Bouguendza. Rapporteurs généraux adjoints opposition : Joël Yanani Ntchoréré, Guy-Félicien Nzamba), de veiller au bon déroulement de ces assises. Étant entendu que, a clairement indiqué Emmanuel Issoze Ngondet, les membres de son équipe (Jean-Pierre Oyiba, Pacôme Moubélet-Boubeya, Denise Mekam'ne, Alain-Claude Bilie-By-Nze, Francis Nkea, Mathias Otounga Ossibadjou, Lambert Matha) qui y prennent part ne participent pas au processus de prise de décisions. Seuls les représentants de la majorité (20) et de l'opposition (20) jouissent de cette prérogative.



Vue des représentants des institutions.

Photo : W Ilfried Mbinah



Les présidents des partis politique de l'opposition.

Photo : W Ilfried Mbinah

## Petit angle

O. N.

Libreville/Gabon

LE projet du dialogue national inclusif national et sans tabou voulu par le président de la République, Ali Bongo Ondimba, est désormais dans une phase. Après les consultations menées par le Premier ministre, chef du gouvernement, Emanuel Issoze Ngondet, plusieurs semaines durant, l'heure est maintenant aux travaux du Comité ad hoc paritaire (Majorité-Opposition) en charge, entre autres, de définir le format de ces assises que certaines sources annoncent à Lam-

baréné dans la province du Moyen-Ogooué. Mais cette information n'est pas encore confirmée de manière officielle.

Qu'à cela ne tienne, plusieurs acteurs politiques réfléchissent depuis hier sur ce que pourrait être la forme et le fond de ce rendez-vous qui, déjà, fait couler beaucoup d'encre et de salive. Aussi bien au Gabon qu'à l'étranger. Ce qui sans doute suscite l'intérêt quant à l'issue de ce dialogue qui pour le moment n'a pas encore réussi à faire l'unanimité au sein de la classe politique...

Dans tous les cas, la phase qui a débuté hier à l'hôte Le Radisson de Libreville peut être considérée comme déterminante. En ce

sens que d'elle, dépendront toutes les autres étapes, comme l'a plus ou moins souligné le Premier ministre, par ailleurs président dudit comité ad hoc paritaire (lire par ailleurs). C'est certainement fort de l'importance de cette phase que l'Exécutif a voulu associer toutes les principales tendances politiques disposées à prendre part à ce rendez-vous. Cela à parité.

C'est ainsi que l'on regroupe plus d'une vingtaine de partis politiques représentés parfois au plus haut sommet au sein de cette structure pilotée par un directoire. Lequel est composé d'un président, quatre vice-présidents, à raison de deux par

bord politique ; et d'un rapporteur général assisté de quatre adjoints, à raison aussi de deux par bord politique. Parmi les forces présentes on peut noter, pour le compte de la majorité républicaine et sociale pour l'émergence : outre le PDG, le CLR, le PGCI, l'UDIS, le RDR, le BDC, le RDP, le Parti travailliste et l'Adère (tendance Florentin Moussavou). Du côté de l'opposition qui soutient l'offre présidentielle, il y a essentiellement Démocratie nouvelle (DN), l'UNAF, Cercle Oméga, l'ACR, le PSG, le PSD, le PDS, le FAR, le PSU, l'UN (Mike Jocktane), le FR, etc. A ceux-là s'ajouteront des observateurs venus des institutions telles que la présidence

de la République, le gouvernement, l'Assemblée nationale et le Sénat.

Il revient donc à toutes les personnalités engagées dans la réflexion relative au mode opératoire du dialogue prôné par le pouvoir de prendre toute la mesure du caractère déterminant de leurs échanges. Car, il ne serait pas exagérer de dire qu'à partir du fruit de leurs travaux, chacun pourra se faire une idée de ce que le dialogue à venir serait en mesure d'apporter au pays, du point de vue de son devenir socio-politique. Seront-elles (les personnalités) à la hauteur des attentes ? A chacun d'apprécier dans quelques jours.

## Etape déterminante